

Des fêtes du 350^e sobres, dédiées aux travailleurs

Les partis politiques n'ont pas manqué de réagir à l'annonce de la fermeture. Les membres du **collège communal carolo** tripartite (PS-MR-cdH) se sont dits «scandalisés» de la décision qu'ils condamnent fermement et unanimement. *«Une décision opérée aveuglément et sans aucune concertation, qu'aucune diminution du volume d'activités ne semble la justifier».*

Avec le Comité de développement stratégique et les forces régionales et fédérales, le collège promet une *«mobilisation sans faille pour défendre les droits des travailleurs»*. Il maintient toutefois les fêtes du 350^e anniversaire de la ville. *«Elles seront menées dans la sobriété et dédiées aux travailleurs de Caterpillar et leurs familles. Charleroi souhaite montrer que, comme par le passé et à travers son histoire, elle a toujours su faire face à l'adversité et elle ne baissera pas les bras».*

Pour la Fédération PS la décision est évidemment inadmissible, surtout après la restructuration de 2013. *«Le site de Charleroi, entreprise parmi les plus productives du groupe, paie à nouveau, malgré les restructurations déjà subies, les errements de la politique industrielle et financière du groupe Caterpillar».* Et la

Fédération de demander une réunion au Parlement fédéral afin *«que soient trouvées des solutions pour le maintien de l'activité sur le site de Gosselies ainsi que l'emploi de ses travailleurs».*

Le **cdH** se dit scandalisé de l'annonce et du transfert de la production vers d'autres sites européens du groupe. *«Toutes les mesures doivent être prises d'urgence pour limiter la casse sociale».* La cheffe de groupe à la Chambre, Catherine Fonck, demande aux gouvernements fédéral et wallon de travailler ensemble pour amener des propositions alternatives et sauver le maximum d'emploi, ainsi que l'envoi d'un conciliateur social.

Enfin, le **MR** parle de *«véritable cataclysme pour toute notre région»*. Il observe que rien ne semble avoir pu endiguer les effets de la crise que connaît le secteur. Mais il estime que ce n'est pas à Charleroi de payer *«le prix d'une politique internationale approximative et déficiente»* et promet de mettre tout en œuvre pour que Charleroi et ces familles touchées *«restent debout»*. Et Philippe Knaepen, président fédéral, de réclamer que Caterpillar paie son dû à chacun et *«rembourse, au prix fort, tout investissement engagé, qu'il soit humain ou financier».* ■ **B.W.**

